

La "pénibilité" des politiques provoquera le "burn-out" des entrepreneurs



La négociation sur les seuils sociaux et la soudaine mise sur le tapis de la lutte contre le "burn out" des salariés révèlent une fois de plus le mépris et l'ignorance dont font preuve les politiques envers les entrepreneurs.

Avec Denis Jacquet

La pénibilité a pour objectif de réduire le temps qui sépare les salariés de la retraite, s'ils ont été exposés à un travail difficile. Ou supposé tel. **Si les entreprises obtenaient une réduction d'impôt pour leur exposition prolongée à la pénibilité infligée au pays par les politiques, nous aurions depuis longtemps une fiscalité négative.** Cette pénibilité regardée à l'envers devrait également conduire nos politiques à une retraite anticipée, pour mauvais et vicieux services. Leur constance dans la souffrance infligée au pays devrait leur imposer de quitter la scène par anticipation, afin d'aller infliger à leur entourage proche, ce qu'ils ne pourraient ainsi plus nous imposer.

Les politiques, toujours avides de prouver leur bonne conscience, leur attention à nos maux, en désignant les autres comme coupables, quelle que soit la stupidité du contenu proposé, nous conduisent au "burn out" dont ils accusent si facilement les entreprises d'être coupables.

Les partenaires sociaux, dans leur négociation avec les syndicats salariaux, et le gouvernement, auront pris près d'une année pour bâtir une réformette qui aura plus usé nos nerfs qu'elle ne marquera nos mémoires d'entrepreneurs. **Ils remarqueront une fois de plus, que l'ambition et le résultat, en politique, sont des notions bien distantes.** Et que les partenaires sont en fait complices d'un système destiné à ne pas changer. L'entreprise est présumée coupable et doit être punie. Tout allègement d'une partie de son fardeau doit être compensé par une obligation correspondante, la maintenant ainsi au fond d'une mine dont elle ne doit pas quitter le sous-sol, et continuer à besogner plutôt que de donner, à l'air libre, le meilleur d'elle-même, au bénéfice de nos concitoyens.

Ce que nous retenons avec certitude, c'est que le seul "burn out" qui puisse être, sans contestation possible, attribuée aux politiques à 100% et sans qu'aucune expertise ne soit nécessaire, **c'est bien le poids de la bêtise politique associée à la navrante incapacité des partenaires sociaux de ce pays.** Leur résultat est consternant, lamentable, si loin de ce qu'on attend des acteurs d'un pays comme la France, dont le système veineux, dynamique, gorgé d'un liquide prêt à se répandre pour le pays, dont les talents sont à fleur de peau, prêt à tout donner quand ces acteurs font tout pour en étouffer la moindre volonté.

Nous sommes écœurés, au plus profond de nous. Ce pays mérite tant. Les Français méritent donc tellement une société civile, enfin à leur écoute, que les en priver serait quasi criminel. Il faut sortir ces rigolos, ces clowns, comme le disent, avec leurs mots, les Français que nous rencontrons. Encore les clowns ont-ils le mérite de nous faire rire. Ceux-là nous font pleurer. Pourquoi tant de haine ? **Ou plutôt pourquoi tant d'incompétence ?** L'école dite républicaine aurait fait redoubler, voire tripler, voire sortir du système scolaire de tels cancre. Nous, nous leur donnons le pouvoir. Quelle stupidité de notre part. Allons donc, à l'occasion des régionales, tenter de

leur donner quelques frissons, leur faire peur, sur ce qu'ils considèrent comme leur territoire. Le pouvoir. Leur seule quête. Leur seul objectif.

Ces politiques qui nous offrent de gauche et de droite des farces télévisées permanentes d'un tel niveau, qu'on en viendrait à trouver un soupçon de qualité à une émission d'Arthur. C'est dire !

La ruine UMP, qui se pare d'un nouveau nom pour faire croire qu'elle recèle d'un nouveau contenu. On reprend les mêmes en changeant l'emballage. Et cela n'emballage que les fans. L'équivalent pour la politique de ces acharnés que l'on trouve dans les stades de foot. Prêts à tout pour leur leader maximo. Minimo, devrait-on dire. Ces Républicains qui auront marqué leur premier congrès en sifflant les candidats aux primaires. Bravo l'ouverture d'esprit.

La farce des motions du PS et de ces résultats si prévisibles. Le ralliement d'Aubry, qui aura néanmoins pris plus de 35 heures... La mini gonflette des Frondeurs, ces révolutionnaires en culotte courte et à vue basse, qui ne se rebellent que pour s'assurer des sièges plus confortables dans les ors de la république. Si être Républicain, c'est piller la république, alors donnons raison au PS, le nom de Républicain devait être partagé équitablement par la gauche et la droite, car ils sont à égalité sur leur capacité de pillage. La même volonté malfaisante de ruiner ce pays jusqu'à la dernière dorure, de creuser notre tombe pour mieux remplir la leur.

Personne n'en veut plus. Près d'un électeur sur deux ne se déplace plus pour les élections et ceux qui votent encore vont offrir leurs voix, pas dépit, aux premiers spécialistes de la flute venus. Il faut donner à nouveau à ces électeurs l'envie de remplir l'urne d'un espoir de réel changement. Le changement serait simple, il consisterait à écouter la société civile, les Français. Ils ont les solutions. Les politiques n'ont que des problèmes.

Que révèle la négociation sur les seuils sociaux et ce départ de discussion sur le "burn out" ? Le mépris et l'ignorance.

Le mépris tout d'abord. Le mépris du petit. De cette TPE et de ces PME, qui chaque jour se battent pour créer la seule richesse dont la France dispose à ce jour. L'emploi net. Loin du tintamarre des grands groupes dont les réductions d'effectifs excitent tant l'imagination et les journaux télévisés, quand nous devrions nous concentrer sur les moyens pour les PME d'en créer. Pour récompenser ces entreprises, dont plus de 65000 ont disparu l'année passée, de cette performance depuis près de 15 ans, que leur offre-t-on en contrepartie ? Simplification ? Culture nouvelle ? Ouverture des marchés ? Moyens de réussir et d'investir ? Délais de paiement ? Commandes publiques et privées ? Non, vous n'y pensez pas. Elles risqueraient de donner à notre pays plus de 1% de croissance. Cela troublerait les prévisions de nos gouvernants et instituts de sondage. **Non, nous leur offrons une délégation régionale syndicale. Coûteuse, inutile et sans justification.** Pour le justifier que dit-on d'ailleurs ? Que cela ne sert à rien, que cela ne donne aucun pouvoir de décision. Donc c'est inutile. Oui. Dès lors, il faut le mettre en place. Pitoyable.

L'ignorance ensuite. Le "burn out" est aussi l'expression d'un mépris. L'entreprise blesse, le travail, c'est la souffrance. L'entrepreneur, c'est le mal. La seule conséquence possible, la seule issue possible pour le salarié, c'est la maladie, la pénibilité, la dureté. Jamais le plaisir, l'épanouissement. Le plaisir n'existerait pas à réussir ensemble. Ce dogmatisme pourrait être compréhensible de la gauche. Et encore, pas de toute la gauche. Une bonne partie, celle des Macron, Grandguillaume ou Lemaire, ne le pensent heureusement pas. **Mais il est impardonnable de la droite, du patronat. Or ce camp-là, on le pensait favorable aux entreprises. La réalité est qu'il n'est favorable qu'aux grands pouvoirs. Aux lobbies. A ceux qui les financent.** Regardez le candidat "potentiel" des Républicains. Interrogé sur France 2 sur le fait de prononcer 87 fois le mot de République dans son discours et de ne pas avoir prononcé le mot de croissance, de chômage, d'emploi, il ne répond pas ! Pas un mot. CQFD.

La pénibilité est inapplicable ou presque car elle est à la fois un délire politique, populiste et démagogique. Mais surtout car elle est impossible à mettre en place dans un pays dans lequel plus de 2M d'entreprises n'ont qu'un salarié. Le burn-out, lui aussi, même si la pression qui touche les cadres est très forte (au passage, encore plus depuis les 35H), elle est simplement impossible à évaluer, sourcer, calculer. Il faut prendre au sérieux ce problème. Oui. Mais comment plonger suffisamment dans la vie d'un salarié pour connaître exactement la source de son mal-être ? En le mettant sur écoute grâce aux lois Cazeneuve ? Un être humain passe 25% de sa vie en entreprise, il est rare que son mal-être ne soit pas également lié aux 75% qu'il passe en dehors.

Sur ce problème la solution porte un nom. La PME. Un lieu dans lequel le salarié est connu, suivi. Dans lequel le salarié n'est pas un pion anonyme, dans un ensemble qui n'est jugé que par ses performances boursières. Un homme, une femme, que l'on respecte et dont la place est souvent irremplaçable. Un capitalisme familial pour qui l'humain a autant de poids que les résultats financiers. Voilà des valeurs qui ne sont pas "pénibles". Et qui ne provoquent pas le burn-out. Nous devons tout faire pour reprendre la voie d'un capitalisme familial, qui fera la part belle aux PME qui souhaitent devenir des ETI, rester françaises, embaucher en France. Ces entreprises qui privilégient le long terme et tapissent notre voie de croissance d'un espoir long.

La solution pour les mettre sur devant de la scène nécessite de donner la parole aux oubliés de la démocratie, (qui serait plutôt devenue, en France, une oligarchie) à savoir, Nous, les Français. Les gueux. Les besogneux. Ceux qui ont donné les clés de la maison à des serruriers que nous pensions compétents et qui pillent nos logements depuis 30 ans sans avoir à forcer nos portes. Cela va bientôt cesser. Encore un peu de patience et surveillez ces colonnes dans les jours à venir.